Paris très préoccupé par les menaces contre un journaliste burundais

À Paris, le 1er juin 2016, la France a exprimé sa vive préoccupation suite aux menaces visant le journaliste burundais Esdras Ndikumana, accusé par les autorités de Bujumbura d'incitation à la violence dans sa couverture de la crise au Burundi, et a appelé au respect de la liberté de la presse. M. Ndikumana, correspondant burundais de la radio RFI et de l'Agence France-Presse, torturé en août 2015 par les forces de sécurité, a fait l'objet mardi de menaces sur les réseaux sociaux après avoir été accusé par Bujumbura de "promouvoir le crime et la violence" par sa couverture de la crise au Burundi.

"La France exprime sa vive préoccupation suite aux déclarations des autorités burundaises accusant d'incitation à la violence le journaliste burundais Esdras Ndikumana", a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay Romain Nadal. "Nous condamnons les menaces dont il fait l'objet, notamment sur les réseaux sociaux. Il est essentiel que les journalistes puissent exercer leur profession en toute indépendance et en sécurité", a-t-il ajouté. À Paris "appelle à ce que les engagements annoncés en février par les autorités burundaises pour la résolution de la crise soient pleinement mis en oeuvre, y compris la réouverture de tous les médias indépendants", a-t-il poursuivi. Dès mardi, l'AFP avait jugé "inacceptables" les attaques contre son correspondant Esdras Ndikumana. Ces menaces "mettent en danger un journaliste assurant une couverture irrécusable de l'actualité au Burundi dans des conditions très difficiles", avait réagi la directrice de l'Information de l'AFP, Michelle Léridon. Lauréat du prix 2015 de la presse diplomatique française, Esdras Ndikumana, 55 ans, est considéré comme un des meilleurs spécialistes de la région et un journaliste de référence sur le continent africain. Il avait dû précipitamment quitter son pays en août 2015 par crainte pour sa sécurité et continue de couvrir l'actualité burundaise depuis l'étranger. Le Burundi a plongé dans une grave crise émaillée de violences lorsque le président Pierre Nkurunziza a annoncé sa candidature en avril 2015 pour un troisième mandat, avant d'être élu en juillet. Ces violences, marquées par des assassinats de personnalités des deux camps, des attaques contre la police et des exécutions sommaires, ont déjà fait plus de 500 morts et plus de 270.000 Burundais ont fui leur pays, selon l'ONU.